

Au Burundi, « la dérive quasi-sectaire du régime du président Pierre Nkurunziza »

La Croix, 04/04/2018 Le président Pierre Nkurunziza [photo], adepte d'une église évangélique, l'Église du Rocher, utilise la religion pour affermir son autorité et sa légitimité. Entretien avec Thierry Vircoulon, chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Comment expliquez-vous la dérive religieuse du régime burundais? Thierry Vircoulon: Elle est au croisement du particulier et du collectif. Le particulier, c'est la religiosité évangélique extrême du couple présidentiel. Le président Nkurunziza et son épouse Denise qui est pasteur de l'Église du Rocher, ont découvert Dieu durant les épreuves de la guerre civile (1993-2003) si on en croit l'autobiographie de la première dame (La force d'espérer, itinéraire de la première dame du Burundi, 2013, Ed. Harmattan). Dans ce livre, la femme du président raconte très bien comment les épreuves de la guerre la poussent vers la religion et comment son mari se tourne vers celle-ci durant sa vie au maquis. Outre le fait qu'elle invoque des prophéties sur un avenir glorieux et la « protection divine » face aux dangers de cette époque, une division du travail s'instaure dans le couple présidentiel: à elle la prière et à lui l'action qui sont « complémentaires ». Son autobiographie met en lumière le rôle fondamental de la croyance religieuse dans leur trajectoire privé et politique. Ce rôle est renforcé après la guerre: Denise Nkurunziza a fondé son église et son époux continue d'avoir une intense activité religieuse. Qu'est-ce que l'Église du Rocher? Thierry Vircoulon: L'Église du Rocher s'inscrit dans un mouvement général de prolifération des églises évangéliques et des mouvements prophétiques après la guerre civile. Ces églises touchent toutes les classes sociales au Burundi, y compris l'élite. Mais l'Église du Rocher est distinguée en devenant rapidement une antichambre du pouvoir présidentiel. Tous les membres du gouvernement et ceux qui aspirent à le devenir y retrouvent. Ce n'est pas un « gouvernement bis » (car il existe déjà, c'est le petit groupe des dirigeants du parti au pouvoir) mais c'est une « cour bis ». Elle est perçue comme telle par de nombreux membres des autres églises évangéliques. Est-ce une dérive sectaire? Thierry Vircoulon: On peut parler d'une dérive quasi-sectaire du régime du fait du président. Lui et son épouse apparaissent maintenant comme de véritables gourous car ils expriment leur désir de changer la société burundaise conformément à leur « vision religieuse ». Ils réinterprètent l'histoire du Burundi, ils lancent des campagnes de moralisation de la société burundaise (par exemple interdiction du concubinage), des croisades de prières et ils se font prédicateurs en propageant un discours théocratique où ils se donnent tout simplement le rôle d'élus porteurs de la parole de Dieu. Pourquoi cette dérive se répand-elle en Afrique? Thierry Vircoulon: Elle résulte de plusieurs développements sur le continent. D'abord, l'absence d'idéologie politique des régimes en place qui est comblée par la pensée religieuse des églises évangéliques. Celles-ci ont portes ouvertes dans de nombreux palais présidentiels et leur influence est grandissante. Contrairement à l'époque coloniale et post-coloniale, les nouveaux partenaires des régimes africains (la Chine en premier lieu) ne sont pas des exportateurs d'idéologie politique. Ils ne fournissent pas un modèle de pensée comme le marxisme-léninisme. Cette dérive résulte ensuite du retour vers un passé pré-colonial mythifié dans le cadre d'un discours anti-occidental qui attribue tous les maux présents à la colonisation et au système de valeurs des anciennes puissances coloniales. La lutte contre les Occidentaux est très souvent exprimée en termes de « chocs des cultures ». Et enfin, ce phénomène s'explique par le désarroi profond d'une société pauvre et, dans certains pays, traumatisée par la guerre. Au Burundi, la vérité n'a jamais été faite sur les violences de masse dont celles de 1972. Les responsables n'ont jamais été inquiétés par la justice et le traumatisme collectif est énorme. Recueilli par Laurent Larcher

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});